

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1974 Nr. 1

---

---

A. TITEL

*Aanvullende Akte van 10 november 1972 houdende wijziging van het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten; Genève, 10 november 1972*

B. TEKST

**Acte additionnel du 10 novembre 1972 portant modification de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales**

Les Etats Contractants,

Considérant qu'à la lumière de l'expérience acquise depuis l'entrée en vigueur de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, du 2 décembre 1961, le système de contributions des Etats de l'Union prévu par cette Convention ne permet pas une différenciation suffisante entre les Etats de l'Union en ce qui concerne la part de chacun d'eux dans le total des contributions,

Considérant en outre qu'il est souhaitable de modifier les dispositions de cette Convention concernant, d'une part, les contributions des Etats de l'Union et, d'autre part, le droit de vote dans le cas d'un retard dans le paiement de ces contributions,

Compte tenu des dispositions de l'article 27 de ladite Convention,  
Sont convenus de ce qui suit:

**Article I**

L'article 22 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, du 2 décembre 1961, ci-après dénommée la Convention, est remplacé par le texte suivant:

„Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents, sauf dans les cas prévus par les articles 20, 27, 28 et 32, ainsi que pour le vote du budget, la fixation des contributions de chaque Etat de l'Union, la faculté prévue par le paragraphe (5) de l'article 26, concernant le paiement de la moitié de la contribution correspondant à la classe V et pour toute décision relative au droit de vote selon le paragraphe (6) de l'article 26. Dans ces quatre derniers cas, la majorité requise est celle des trois quarts des membres présents.”

## Article II

L'article 26 de la Convention est remplacé par le texte suivant:

„(1) Les dépenses de l'Union sont couvertes par:

- a) les contributions annuelles des Etats de l'Union;
- b) la rémunération de prestations de services;
- c) des recettes diverses.

„(2) Pour déterminer le montant de leur contribution annuelle, les Etats de l'Union sont répartis en cinq classes:

Classe I	.....	5 unités
Classe II	.....	4 unités
Classe III	.....	3 unités
Classe IV	.....	2 unités
Classe V	.....	1 unité

„Chaque Etat de l'Union contribue à raison du nombre d'unités de la classe à laquelle il appartient.

„(3) La valeur de l'unité de participation est obtenue en divisant, pour la période budgétaire considérée, le montant total des dépenses nécessairement couvertes par les contributions des Etats de l'Union par le nombre total des unités.

„(4) Chacun des Etats de l'Union désigne, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé. Toutefois, chaque Etat de l'Union peut déclarer ultérieurement qu'il désire être rangé dans une autre classe.

„Cette déclaration doit être adressée au Secrétaire général de l'Union six mois au moins avant la fin de l'exercice précédant celui pour lequel le changement de classe prend effet.

„(5) A la requête d'un Etat de l'Union ou d'un Etat présentant une demande d'adhésion à la Convention selon l'article 32 et indiquant son désir d'être rangé dans la classe V, le Conseil peut décider, pour tenir compte de circonstances exceptionnelles, d'autoriser cet Etat à ne payer que la moitié de la contribution correspondant à la classe V. Cette décision reste applicable jusqu'au moment où l'Etat intéressé renonce à la faculté accordée ou déclare qu'il souhaite

être rangé dans une autre classe ou jusqu'au moment où le Conseil abroge sa décision.

„(6) Un Etat de l'Union en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux dernières années complètes écoulées, sans être toutefois libéré des obligations ni privé des autres droits découlant de la présente Convention. Cependant, le Conseil peut autoriser un tel Etat à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps que ledit Conseil estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.”

### Article III

Les dispositions du paragraphe (6) de l'article 26 de la Convention ne sont applicables que si tous les Etats de l'Union ont ratifié le présent Acte additionnel ou y ont adhéré.

### Article IV

Les Etats de l'Union sont rangés dans celle des classes prévues dans le présent Acte additionnel comprenant le même nombre d'unités que celle qu'ils ont choisie en application de la Convention, à moins qu'au moment du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion, ils n'expriment le désir d'être rangés dans une autre classe prévue dans le présent Acte additionnel.

### Article V

1) Le présent Acte additionnel est ouvert jusqu'au premier avril mil neuf cent soixante treize à la signature des Etats de l'Union et des Etats signataires de la Convention.

2) Le présent Acte additionnel est soumis à ratification.

3) Le présent Acte additionnel est ouvert à l'adhésion des Etats non signataires conformément aux dispositions des paragraphes (2) et (3) de l'article 32 de la Convention.

4) Après l'entrée en vigueur du présent Acte additionnel, un Etat ne peut adhérer à la Convention que s'il adhère en même temps au présent Acte additionnel.

5) Les instruments de ratification du présent Acte additionnel et les instruments d'adhésion audit Acte des Etats qui ont ratifié la Convention ou qui la ratifient en même temps qu'ils ratifient le présent Acte additionnel ou qu'ils y adhèrent sont déposés auprès du Gouvernement de la République française. Les instruments de ratification du présent Acte additionnel et les instruments d'adhésion audit Acte des Etats qui ont adhéré à la Convention ou qui y adhè-

rent en même temps qu'ils ratifient le présent Acte additionnel ou qu'ils y adhèrent sont déposés auprès du Gouvernement de la Confédération suisse.

#### Article VI

1) Le présent Acte additionnel entre en vigueur conformément aux première et deuxième phrases du paragraphe (4) de l'article 27 de la Convention.

2) A l'égard de tout Etat qui dépose son instrument de ratification du présent Acte additionnel ou son instrument d'adhésion audit Acte après la date de son entrée en vigueur, le présent Acte additionnel entre en vigueur trente jours après le dépôt de cet instrument.

#### Article VII

Aucune réserve n'est admise au présent Acte additionnel.

#### Article VIII

1) Le présent Acte additionnel est signé en un exemplaire original en langue française qui est déposé aux archives du Gouvernement de la République française.

2) Des traductions officielles du présent Acte additionnel sont établies par le Secrétaire général de l'Union, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, anglaise, espagnole, italienne et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil de l'Union peut désigner. Dans ce dernier cas, le Secrétaire général de l'Union établit également une traduction officielle de la Convention dans la langue ainsi désignée.

3) Le Secrétaire général de l'Union transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de la République française, du texte signé du présent Acte additionnel aux Gouvernements des Etats visés au paragraphe 1) de l'article V et au Gouvernement de tout autre Etat qui en fait la demande.

4) Le Secrétaire général de l'Union fait enregistrer le présent Acte additionnel auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Gouvernement de la République française notifie au Secrétaire général de l'Union les signatures du présent Acte additionnel et le dépôt auprès de ce gouvernement des instruments de ratification ou d'adhésion. Le Gouvernement de la Confédération suisse notifie au Secrétaire général de l'Union le dépôt auprès de ce gouvernement des instruments de ratification ou d'adhésion.

6) Le Secrétaire général de l'Union informe les Etats de l'Union et les Etats signataires de la Convention des notifications qu'il a reçues conformément à l'alinéa qui précède et de l'entrée en vigueur du présent Acte additionnel.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Acte additionnel.

FAIT à Genève, le dix novembre mil neuf cent soixante-douze.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) OTTO BARON VON STEMPEL

(s.) LUDWIG PIELEN

Pour le Royaume de Belgique:

(s.) J. P. VAN BELLINGHEN

Pour le Royaume du Danemark:

(s.) P. SKIBSTED

Pour la République Française:

(s.) B. LACLAVIÈRE

Pour la République Italienne:

(s.) PIO ARCHI

Pour le Royaume des Pays-Bas:

(s.) A. DE ZEEUW

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) L. J. SMITH

Pour le Royaume de Suède:

(s.) INGEMAR HÄGGLÖF

(11 janvier 1973)

Pour la Confédération Suisse:

(s.) M. ROCHAIX

---

C. VERTALING

**Aanvullende Akte van 10 november 1972 houdende  
wijziging van het Internationaal Verdrag tot  
bescherming van kweekprodukten**

De Verdragsluitende Staten,

Overwegende, dat het stelsel van bijdragen van de Unie-Staten voorzien in het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten van 2 december 1961, in het licht van de ervaring die sinds het in werking treden van dit Verdrag is verkregen, geen voldoende verscheidenheid tussen de Unie-Staten toelaat wat betreft het aandeel van elk hunner in het totaal van de bijdragen, en

Voorts overwegende, dat het wenselijk is over te gaan tot wijziging van de bepalingen van dit Verdrag, enerzijds betreffende de bijdragen van de Unie-Staten en anderzijds betreffende het stemrecht in geval van achterstalligheid in de betaling van deze bijdragen,

Met inachtneming van de bepalingen van artikel 27 van genoemd Verdrag

Zijn het volgende overeengekomen:

**Artikel I**

Het bepaalde in artikel 22 van het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten van 2 december 1961, hierna te noemen het Verdrag, wordt vervangen door de volgende tekst:

„De beslissingen van de Raad worden genomen met een eenvoudige meerderheid der aanwezige leden, behalve in de gevallen voorzien in de artikelen 20, 27, 28 en 32, evenals in geval van stemming over de begroting, de vaststelling van de bijdrage van iedere Unie-Staat, de in artikel 26, vijfde lid, voorziene mogelijkheid tot betaling van de helft van de met klasse V overeenkomende bijdrage en alle beslissingen ingevolge artikel 26, zesde lid, ter zake van het stemrecht. In de laatste vier gevallen is een meerderheid vereist van drie vierden van de aanwezige leden.”

**Artikel II**

Het bepaalde in artikel 26 van het Verdrag wordt vervangen door de volgende tekst:

- „(1) De uitgaven van de Unie worden gedekt door:
- a) jaarlijkse bijdragen van de Unie-Staten;
  - b) vergoeding voor verrichte diensten;
  - c) andere inkomsten.

(2) Tot bepaling van het bedrag van hun jaarlijkse bijdrage worden de Unie-Statē verdeeld in vijf klassen:

klasse I .....	vijf eenheden
klasse II .....	vier eenheden
klasse III .....	drie eenheden
klasse IV .....	twee eenheden
klasse V .....	één eenheid

Iedere Unie-Staat draagt bij in verhouding tot het aantal eenheden van de klasse waartoe hij behoort.

(3) De waarde van een eenheid van deelneming wordt verkregen door voor de betreffende begrotingsperiode het totale bedrag der uitgaven, die door de bijdragen der Staten moeten worden gedekt, te delen door het totale aantal eenheden.

(4) Iedere Unie-Staat geeft op het oogenblik van zijn toetreding aan in welke klasse hij wenst te worden ingedeeld. Evenwel kan iedere Unie-Staat later verklaren, dat hij in een andere klasse wil worden ondergebracht.

Deze verklaring moet tenminste zes maanden voor het einde van het dienstjaar voorafgaande aan dat waarvoor de verandering van klasse ingaat, worden ingediend.

(5) De Raad kan op verzoek van een Unie-Staat of van een Staat die overeenkomstig artikel 32 om toetreding tot het Verdrag verzoekt en de wens te kennen geeft in klasse V te worden ingedeeld, deze Staat toestaan slechts de helft te betalen van de met klasse V overeenkomende bijdrage teneinde rekening te houden met buitengewone omstandigheden. Deze beslissing blijft van toepassing tot het tijdstip waarop hetzij de betrokken Staat afziet van de verleende mogelijkheid of verklaart ingedeeld te willen worden in een andere klasse, hetzij de Raad zijn beslissing herroept.

(6) In geval van achterstalligheid in de betaling van zijn bijdragen kan een Unie-Staat zijn stemrecht in de Raad niet uitoefenen indien het bedrag van zijn achterstalligheid gelijk is aan of hoger is dan het bedrag van door hem verschuldigde bijdragen over de laatste twee voorafgaande volledig verstreken jaren, zonder echter van zijn uit dit Verdrag voortvloeiende verplichtingen ontslagen te zijn en zonder uit zijn andere uit dit Verdrag voortvloeiende rechten te worden ontzet.

De Raad kan echter, zolang hij van mening is dat de achterstalligheid het gevolg is van buitengewone en onvermijdbare omstandigheden een betrokken Staat toestaan zijn stemrecht te blijven uitoefenen."

### Artikel III

De bepalingen van artikel 26, zesde lid, van het Verdrag zijn slechts van toepassing indien alle Unie-Staten deze Aanvullende Akte hebben bekrachtigd of tot deze zijn toegetreden.

### Artikel IV

De Unie-Staten worden ingedeeld in die van de in deze Aanvullende Akte voorziene klassen, welke hetzelfde aantal eenheden bevat als de klasse welke zij hebben gekozen uit hoofde van de toepassing van het Verdrag, tenzij zij bij nederlegging van hun akten van bekrachtiging of toetreding de wens te kennen geven in een andere klasse, voorzien in deze Aanvullende Akte, ingedeeld te worden.

### Artikel V

1) Deze Aanvullende Akte staat tot één april negentienhonderd drieënzeventig open voor ondertekening door de Unie-Staten en de Staten die het Verdrag hebben ondertekend.

2) Deze Aanvullende Akte dient te worden bekrachtigd.

3) Deze Aanvullende Akte staat open voor toetreding door de Staten die haar niet hebben ondertekend overeenkomstig de bepalingen van het tweede en derde lid van artikel 32 van het Verdrag.

4) Na de inwerkingtreding van deze Aanvullende Akte kan een Staat slechts tot het Verdrag toetreden indien hij terzelfdertijd toetreedt tot deze Aanvullende Akte.

5) De akten van bekrachtiging van en de akten van toetreding tot deze Aanvullende Akte van de Staten die het Verdrag hebben bekrachtigd of die het bekrachtigen op het moment van hun bekrachtiging van of hun toetreding tot deze Aanvullende Akte, worden nedergelegd bij de Regering van de Franse Republiek. De akten van bekrachtiging van of de akten van toetreding tot deze Aanvullende Akte van de Staten die tot het Verdrag zijn toegetreden of die tot het Verdrag toetreden op het moment van hun bekrachtiging van of hun toetreding tot deze Aanvullende Akte worden nedergelegd bij de Regering van de Zwitserse Bondsstaat.

### Artikel VI

1) Deze Aanvullende Akte treedt in werking overeenkomstig de eerste en de tweede zin van het vierde lid van artikel 27 van het Verdrag.

2) Ten aanzien van iedere Staat die zijn Akte van bekrachtiging van of zijn akte van toetreding tot deze Aanvullende Akte na de datum van haar inwerkingtreding nederlegt, treedt deze Aanvullende Akte in werking dertig dagen na deze nederlegging.



## Artikel VII

Met betrekking tot deze Aanvullende Akte mag geen enkel voorbehoud worden gemaakt.

## Artikel VIII

1) Deze Aanvullende Akte wordt ondertekend in één oorspronkelijk exemplaar in de Franse taal, dat in het archief van de Regering van de Franse Republiek wordt nedergelegd.

2) Officiële vertalingen van deze Aanvullende Akte worden door de Secretaris-Generaal van de Unie, na raadpleging van de betrokken Regeringen, opgesteld in de Duitse, Engelse, Spaanse, Italiaanse en Nederlandse taal alsmede in de andere, door de Raad aan te wijzen, talen. In het laatste geval stelt de Secretaris-Generaal eveneens een officiële vertaling van het Verdrag in de aldus aangewezen taal op.

3) De Secretaris-Generaal van de Unie zendt twee, door de Regering van de Franse Republiek voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van de ondertekende tekst van deze Aanvullende Akte aan de Regeringen van de in het eerste lid van artikel V bedoelde Staten, alsmede op verzoek aan de Regering van elke andere Staat.

4) De Secretaris-Generaal van de Unie laat deze Aanvullende Akte registreren bij het Secretariaat van de Verenigde Naties.

5) De Regering van de Franse Republiek stelt de Secretaris-Generaal van de Unie in kennis van de ondertekeningen van deze Aanvullende Akte en van de nederlegging bij haar van de akten van bekrachtiging of toetreding. De Regering van de Zwitserse Bondsrepubliek stelt de Secretaris-Generaal van de Unie in kennis van de nederlegging bij haar van de akten van bekrachtiging of toetreding.

6) De Secretaris-Generaal van de Unie stelt de Unie-Staten en de Staten die het Verdrag hebben ondertekend op de hoogte van de kennisgevingen die hij overeenkomstig het voorgaande lid heeft ontvangen, en van inwerkingtreding van deze Aanvullende Akte.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, deze Aanvullende Akte hebben ondertekend.

GEDAAN te Genève, de tiende november negentienhonderd tweeënzeventig.

*(Voor de ondertekeningen zie blz. 5 van dit Tractatenblad.)*

---

D. PARLEMENT

De Aanvullende Akte behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, tweede lid, der Grondwet alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel V, vijfde lid, van de Aanvullende Akte heeft de volgende Staat een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Regering van de Franse Republiek:

Zweden ..... 11 januari 1973

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Aanvullende Akte zullen ingevolge artikel VI, eerste lid, juncto artikel 27, vierde lid, van het in rubriek J hieronder genoemde Verdrag van 2 december 1961, in werking treden dertig dagen nadat deze Akte door vijf zesden van de Unie-Staten is bekrachtigd.

J. GEGEVENS

De onderhavige Aanvullende Akte is opgesteld tijdens een van 7 tot 10 november 1972 te Genève gehouden Diplomatieke Conferentie.

Van het op 2 december 1961 te Parijs tot stand gekomen Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten is de tekst geplaatst in *Trb.* 1962, 21. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1968, 122.

Uitgegeven de tweede januari 1974.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
M. VAN DER STOEL.